



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

ECE/CES/2009/18  
30 mars 2009

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMMISSION DE STATISTIQUE

CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPÉENS

Cinquante-septième réunion plénière  
Genève, 8-10 juin 2009  
Point 4 de l'ordre du jour provisoire

**SÉMINAIRE SUR LES QUESTIONS STRATÉGIQUES DANS LE DOMAINE  
DES STATISTIQUES SUR LES ENTREPRISES**

**DEUXIÈME PARTIE: DOMAINES ÉMERGENTS, FAITS NOUVEAUX ET BESOINS  
DES UTILISATEURS EN MATIÈRE DE STATISTIQUES SUR LES ENTREPRISES**

**EXTERNALISATION NATIONALE ET IMPORTATION D'INTRANTS  
DANS L'ÉCONOMIE DES ÉTATS-UNIS: APERÇU DONNÉ  
PAR LES COMPTES ÉCONOMIQUES INTÉGRÉS**

Note du Bureau of Economic Analysis des États-Unis

*Résumé*

En juin 2008 (ECE/CES/74), la Conférence des statisticiens européens a choisi «les questions stratégiques dans le domaine des statistiques sur les entreprises» comme thème de l'un des séminaires qui aura lieu au cours de sa réunion plénière de 2009. Le Bureau, agissant au nom de la Conférence, a approuvé l'orientation générale de ce séminaire à sa réunion de février 2009 (ECE/CES/2009/2) et demandé au Bureau of Economic Analysis des États-Unis de rédiger une note qui servirait de base aux débats.

La note porte sur l'utilisation qui est faite des données tirées des comptes annuels par industrie établis par le Bureau of Economic Analysis des États-Unis pour donner une idée du développement de l'externalisation et de l'importation d'intrants dans l'économie des États-Unis. Elle expose différents types d'externalisation et montre comment les définitions et conventions adoptées dans le système statistique des États-Unis influent sur la mesure des activités liées à l'externalisation. Elle présente également des résultats empiriques établis sur la base des données tirées des comptes annuels par industrie et propose des recommandations en vue d'apporter des améliorations à l'avenir.

## I. INTRODUCTION

1. Le développement ininterrompu de l'externalisation des intrants intermédiaires, s'agissant principalement des services mais des biens également, est l'un des aspects intéressants de l'économie pleine de dynamisme des États-Unis au cours de ces vingt-cinq dernières années, les entreprises s'efforçant de réduire leurs coûts, d'améliorer leur productivité et d'accroître leurs bénéfices. De récentes données relatives à 2007 montrent que la part dans le produit intérieur brut (PIB) des États-Unis des prestataires nationaux de services externalisés a dépassé les 12 % alors qu'elle s'établissait à 7 % en 1982. L'externalisation est devenue plus fréquente dans le cadre de la restructuration qui a accompagné la reprise après les récessions des premières années 80 et elle s'est développée encore plus rapidement au cours de la moitié des années 90, parallèlement à l'expansion des services d'informatique et de télématique.

2. Par ailleurs, les industries ne cessent d'accroître leurs importations d'intrants intermédiaires, lesquelles représentent dorénavant 50 % environ de l'ensemble des importations des États-Unis. Comme les entreprises américaines externalisent un certain nombre de services qu'elles confient à des prestataires étrangers, les importations de services aux entreprises, de services professionnels et de services techniques ont progressivement augmenté. L'accroissement des importations d'intrants a suscité un certain nombre de préoccupations quant aux incidences de l'effet de substitution des importations sur les industries nationales qui fournissent les intrants externalisés<sup>1</sup>.

3. Malheureusement, les économistes ne parviennent apparemment pas à se mettre d'accord sur les moyens de définir l'externalisation et les directives internationales formulées pour l'établissement des comptes économiques nationaux donnent peu d'indications sur le traitement à appliquer à l'externalisation. C'est en partie la raison pour laquelle on dispose de très peu de données pour étudier les questions liées à l'externalisation. D'après les conclusions d'une étude récente (Day, Houseman et Polivka), les observations qui ont été faites attestent d'une forte expansion de l'externalisation, mais les données dont on dispose ne permettent pas d'en comprendre les implications sur l'emploi et la politique du travail.

4. Les directives internationales officielles, par exemple celles formulées dans le Système de comptabilité nationale (SCN), pourraient beaucoup aider les organismes de statistique qui cherchent à se faire une idée de ce qu'implique la rapide expansion de l'externalisation internationale ou se préoccupent des effets sur le plan régional de l'externalisation nationale. Le texte révisé du SCN proposé en 2008 sert de base pour étudier les questions qui interviennent dans la mesure de l'externalisation en recommandant de mesurer la productivité multifactorielle par industrie au moyen de la base KLEMS qui contient des données sur les intrants capital, travail, énergie, matières et services<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Toutefois, la National Academy of Public Administration est récemment arrivée à la conclusion qu'une meilleure compréhension de l'externalisation nationale pourrait nous aider à mieux comprendre l'externalisation internationale.

<sup>2</sup> Le chapitre proposé du SCN relatif au compte de production comprend un paragraphe sur l'externalisation. Il note que les producteurs modifient de plus en plus fréquemment la façon

5. La présente note apporte quelques lumières supplémentaires sur l'expansion de l'externalisation et de l'importation d'intrants dans l'économie des États-Unis en s'appuyant sur des données publiées ou inédites tirées des comptes annuels par industrie établis par le Bureau of Economic Analysis (BEA) des États-Unis. Les comptes intégrés par industrie, publiés pour la première fois en juin 2004, conviennent tout à fait pour comprendre d'importantes évolutions intervenues dans l'économie, par exemple l'externalisation, car les très nombreuses données sur la production, l'emploi et les prix recueillies par industrie sont étroitement associées aux données sur les emplois finals et les importations reprises dans les comptes économiques nationaux qui se situent à un niveau d'agrégation plus élevé. Ces comptes sont devenus d'autant plus utiles pour ces études que le BEA en a élargi la portée en 2005 en y incorporant la base KLEMS pour mesurer et présenter des données sur les intrants intermédiaires utilisés par l'industrie. La présente note montre comment il est possible d'utiliser la base KLEMS récemment adoptée par le BEA et recommandée aux fins de la révision du SCN pour mieux mesurer l'externalisation et les importations d'intrants.

6. Le reste de la présente note se présente en trois parties. La partie II expose différents types d'externalisation dans l'économie des États-Unis, explique le concept d'externalisation adopté pour la présente étude et montre comment les définitions et conventions appliquées dans le système statistique des États-Unis influent sur la mesure des activités liées à l'externalisation. La partie III montre comment les comptes annuels par industrie établis par le BEA ont évolué pour devenir un cadre statistique plus utile pour l'étude de l'externalisation. Elle présente également des résultats empiriques établis sur la base de données publiées ou inédites tirés des comptes annuels par industrie du BEA. La partie IV se présente sous la forme d'un résumé et d'une conclusion qui comprend des recommandations en vue d'apporter des améliorations à l'avenir.

## II. TRAITEMENT DE L'EXTERNALISATION DANS LES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES

7. Afin de mieux comprendre les points forts et les limites des données actuelles pour l'étude de l'externalisation, il est utile d'étudier le traitement des activités externalisées dans les statistiques économiques des États-Unis et la façon dont il a progressivement évolué. À cet effet, il est nécessaire de définir l'externalisation de manière plus précise et d'étudier les questions liées aux différents types d'unités statistiques auprès desquelles sont recueillies les données économiques.

8. Dans de nombreuses études économiques, l'externalisation est considérée comme un cas spécial de la spécialisation de la production, les entreprises dégroupant leurs processus de production dans le temps pour s'engager dans une certaine désintégration verticale<sup>3</sup>. Ce faisant, de nouvelles entreprises ou usines apparaissent, parfois dans des emplacements géographiques différents, pour produire des intrants intermédiaires tels que des pièces détachées ou matériaux

---

dont est réalisée leur activité de production et que la sous-traitance d'activités à d'autres producteurs modifie la composition des intrants intermédiaires.

<sup>3</sup> Voir Abraham et Taylor (1996) pour une analyse et une étude des raisons qui incitent les entreprises à externaliser leurs activités.

fournis précédemment dans le cadre de l'entreprise<sup>4</sup>. La spécialisation pourrait alors aboutir à la formation de deux établissements différents, l'un produisant les pièces détachées et matériaux et l'autre le produit fini.

9. Selon le cas, l'externalisation désigne un processus dans lequel une entreprise manufacturière qui produisait des produits finals à une époque a cessé de le faire mais en sous-traite dorénavant la fabrication ou l'assemblage à d'autres entreprises manufacturières<sup>5</sup>. L'externalisation peut également se présenter sous la forme d'une entreprise qui, à une époque, employait son propre personnel pour des services de soutien mais qui dorénavant «sous-traite» ou achète ces services à d'autres entreprises. Enfin, l'externalisation désigne parfois le remplacement d'intrants importés par des intrants produits dans le pays, aucun changement ne se produisant dans la structure de la société.

#### **A. Le concept d'externalisation**

10. Le concept d'externalisation adopté aux fins de la présente note fait une large place à la production par référence à l'établissement et s'inscrit dans la perspective des changements qui interviennent avec le temps dans la composition des intrants qu'une industrie utilise pour sa production. L'externalisation est considérée comme l'expression du changement qui intervient dans le processus de production d'une industrie à la suite du remplacement de certaines catégories de services achetés (dans le pays ou à l'étranger) et de matières importées non énergétiques par de la main-d'œuvre et des productions locales. Dans la présente note, l'externalisation ne comprend pas le remplacement de productions nationales par de la main-d'œuvre à la suite d'une spécialisation accrue des opérations manufacturières car cet aspect de l'externalisation ne semble pas important dans l'économie actuelle.

11. Contrairement à des études précédentes, la présente note ne mesure pas l'externalisation d'après la totalité des services achetés par une industrie, ou même simplement d'après ses achats de services aux entreprises. L'externalisation est plutôt définie en fonction d'un large sous-ensemble d'achats de services bien précis que l'établissement peut sur le court terme choisir de produire et de consommer lui-même ou d'acquérir auprès d'autres établissements qui lui sont ou non affiliés<sup>6</sup>.

12. Dans la présente étude, l'externalisation n'inclut pas les entreprises manufacturières qui font fabriquer en sous-traitance des produits que des établissements leur appartenant produisaient

---

<sup>4</sup> Ce processus de désintégration verticale s'applique à la fois aux biens et services utilisés comme intrants intermédiaires et donne souvent lieu à la formation de nouvelles entités économiques ou conduit à un accroissement du volume des transactions entre les entités économiques existantes.

<sup>5</sup> Une forme apparentée de ce processus se présente lorsqu'une société établit des départements ou filiales dans de nouveaux emplacements, y compris à l'étranger, pour exécuter des opérations dont se chargeait auparavant l'entreprise qui est devenue la maison mère.

<sup>6</sup> Ces types de services comprennent par exemple la maintenance, la comptabilité, les conseils de gestion et la conception de systèmes informatiques.

à une certaine époque. Ce type d'externalisation se manifeste sous la forme d'une transformation progressive d'une entreprise manufacturière en une entreprise de distribution ou de commerce de gros, son activité principale devenant la vente de produits fabriqués par d'autres et non plus de produits fabriqués par ses propres usines<sup>7</sup>. Ce type d'externalisation modifie la composition des sociétés américaines du point de vue des industries fondées sur les établissements dans lesquelles elles jouent une part active, mais il ne modifie pas de façon générale la composition des intrants pour les industries fondées sur les établissements.

## **B. Société ou établissement**

13. La nature de l'unité statistique utilisée pour réunir et analyser des données est un point important lorsqu'il s'agit d'étudier l'externalisation et de comprendre le classement des activités qui y sont liées. Dans le système statistique des États-Unis, les établissements et les sociétés sont les unités statistiques pour lesquelles il est très facile de se procurer la plupart des données classées par industrie<sup>8</sup>.

14. Aux États-Unis comme dans la plupart des autres pays, les statistiques industrielles sont établies à partir des données relatives aux établissements plutôt qu'aux sociétés<sup>9</sup>. Les données relatives aux établissements fournissent des séries économiques échelonnées dans le temps plus significatives parce qu'elles ne sont pas influencées par les fusions, acquisitions ou autres changements dans l'organisation ou l'actionnariat des sociétés<sup>10</sup>.

---

<sup>7</sup> Par exemple, une entreprise américaine qui distribue (revend) principalement des produits fabriqués à l'étranger et importés aux États-Unis serait classée dans la catégorie du commerce de gros en tant que succursale de vente ou agence commerciale même si elle est propriétaire de la fabrique à l'étranger.

<sup>8</sup> Les établissements sont des unités – usines, mines, magasins ou bureaux, par exemple – qui ont des activités productives, et ils sont classés par industrie selon leur activité primaire. Les sociétés, ou entreprises, sont des unités administratives comprenant un ou plusieurs établissements qui ont le même capital social et le même encadrement et leur classement par industrie dépend de leur degré de diversification horizontale. Dans la classification par industrie, la société est donc classée d'après les établissements qui contribuent le plus à son activité.

<sup>9</sup> Voir Postner (1991) pour une analyse des conséquences pouvant découler des différences entre société et établissement aux fins de la mesure de l'externalisation. Postner montre que le choix de l'unité statistique peut influencer sur la détermination de l'externalisation et la mesure de son importance globale.

<sup>10</sup> Par exemple, il fut un temps où General Motors Corporation était propriétaire d'établissements classés dans plusieurs industries participant à la fabrication de véhicules automobiles mais elle était également propriétaire d'établissements répertoriés dans les classes relatives au traitement des données, aux services financiers et au crédit-bail. Aux fins de la communication par industrie des données de la société, General Motors aurait été classée dans l'industrie d'assemblage des véhicules automobiles parce que c'est à cette industrie que correspond la plus grande partie de sa masse salariale. De ce fait, toutes les données de General Motors relatives aux ventes, à la masse salariale, à l'emploi et autres auraient été classées dans la catégorie de la fabrication de véhicules

### C. Établissements auxiliaires

15. Les grandes sociétés comprennent habituellement des établissements qui produisent des biens et services marchands destinés à être vendus en dehors de l'entreprise et des établissements auxiliaires (ou unités auxiliaires) qui fournissent des services captifs pour d'autres établissements de la même société. Le type le plus courant d'unité auxiliaire est l'unité des services administratifs centraux ou l'unité de gestion (siège) qui fournit à l'ensemble de la société des services administratifs et des services généraux d'appui à la gestion<sup>11</sup>.

16. Le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) qui est utilisé par le BEA pour l'établissement des comptes annuels par industrie présente des avantages pour l'étude de l'externalisation dans l'économie des États-Unis, en raison pour une part du traitement des établissements auxiliaires, lesquels y sont classés en fonction du type de services qu'ils fournissent et non de l'industrie correspondant aux établissements qu'ils desservent, comme dans le cas du Système normalisé de classement des industries.

17. Bien souvent, les services fournis par les unités auxiliaires pourraient également être achetés sur le marché auprès d'établissements indépendants classés dans la même industrie que celle de l'auxiliaire mais qui appartiennent à d'autres sociétés établies ailleurs aux États-Unis ou à l'étranger<sup>12</sup>. Si les statistiques étaient établies en fonction des sociétés, il ne serait pas possible d'observer les flux de services internes entre les unités auxiliaires et les établissements qu'elles desservent. Par contre, il est possible de le faire en utilisant les comptes par industrie établis par le BEA qui s'appuient sur les établissements tels que définis par le SCIAN grâce à la classification et aux conventions sur la valeur utilisées pour ces comptes<sup>13</sup>.

### III. EXTERNALISATION ET INTRANTS DANS LES COMPTES PAR INDUSTRIE DU BUREAU OF ECONOMIC ANALYSIS

18. La publication par le BEA en juin 2004 des comptes intégrés du PIB par industrie et des comptes annuels des entrées-sorties (E-S) (Moyer et coll.) marque un tournant important dans l'évolution des données disponibles pour mesurer l'externalisation. Ces comptes annuels intégrés par industrie fournissaient un ensemble cohérent de comptes de production par industrie qui était

---

automobiles alors qu'une partie de ces données correspondait en fait à d'autres industries de fabrication et industries de services.

<sup>11</sup> Parmi les autres catégories d'unités auxiliaires figurent notamment les services de recherche et développement (R&D), de transport routier, d'entreposage, de tenue des comptes, d'audit et de comptabilité ainsi que de traitement des données, de réparation et d'entretien.

<sup>12</sup> En confiant les opérations de sous-traitance à ses auxiliaires captifs, une société peut continuer à contrôler la fourniture de ces importants services.

<sup>13</sup> Certains pourraient faire valoir cependant que les estimations établies sur la base des établissements donnent trop d'importance à l'externalisation parce que les intrants sont fournis par des entités affiliées et que leur acquisition ne fait pas nécessairement l'objet de transactions qui répondent à la logique du marché dans des conditions de libre concurrence.

intégré statistiquement et cohérent sur le plan conceptuel avec les estimations des dépenses finales tirées des comptes du revenu national et du produit national. La mise au point de ces nouvelles estimations a finalement permis de réaliser une analyse globale de la production, des intrants, de la demande finale et des importations par industrie. Il existait bien par le passé des tableaux indiquant l'utilisation faite des importations mais ils ne constituaient pas une série chronologique cohérente et ne comprenaient pas d'estimations à prix constants (en volume). Les comptes annuels par industrie ont ouvert un plus large éventail de possibilités pour étudier les relations entre la demande finale, les importations, les productions par industrie, les intrants et l'emploi.

19. L'estimation de la série chronologique de ces comptes, qui s'inscrit dans le cadre de tableaux équilibrés des ressources et des emplois, concorde avec les estimations de la dépense finale dans les comptes du revenu national et du produit national et avec les estimations de la production brute et de la valeur ajoutée par industrie. La superposition d'éléments supplémentaires de cohérence interne dans ces comptes accroît la fiabilité globale des estimations des intrants intermédiaires par industrie<sup>14</sup>. Les comptes du PIB par industrie comportent des estimations par industrie des valeurs ajoutées nominale et réelle<sup>15</sup>. Les indices de prix et de quantité de la production brute, des intrants intermédiaires et de la valeur ajoutée sont publiés pour les industries, les groupes d'industries et les grands secteurs des comptes du PIB par industrie. Les comptes annuels des entrées-sorties fournissent une série chronologique d'informations détaillées et cohérentes sur les flux des biens et services qui entrent dans les processus de production de l'industrie et sont inclus dans la dépense finale. Ces comptes fournissent plus de détails que les comptes du PIB par industrie en ce qui concerne les biens et services compris dans la production brute et les intrants intermédiaires.

20. En 2005, les comptes annuels par industrie ont été étoffés afin de fournir des informations supplémentaires sur la composition des intrants intermédiaires par industrie, ce qui a permis d'utiliser ces comptes pour étudier comment évoluait la consommation d'énergie, de matériaux et de services achetés qui étaient utilisés comme intrants (Strassner et coll.). Le tableau en équilibre des entrées-sorties, qui montre la composition par produit des intrants intermédiaires par industrie et par catégorie de demande finale, apporte les indications détaillées sur les produits qui sont nécessaires pour regrouper les estimations des intrants intermédiaires dans des catégories de coûts qui sont utiles pour l'analyse économique. Ces estimations ont été établies en appliquant un cadre de production KLEMS aux estimations de la production par industrie

---

<sup>14</sup> La définition des industries est conforme à la version de 1997 du SCIAN. Des estimations sont publiées pour 61 industries du secteur privé et pour 4 catégories d'administrations publiques.

<sup>15</sup> La valeur ajoutée se définit par la production brute d'une industrie (ventes ou recettes et autres bénéfices d'exploitation) après déduction des intrants intermédiaires (énergie, matériaux et services achetés). Les intrants intermédiaires sont achetés à des sources nationales ou étrangères (importations).

établies par le BEA. Chacune de ces catégories de coûts tient compte à la fois des biens et services importés et de ceux produits dans le pays<sup>16</sup>.

21. Pour la présente note, les catégories de coûts des intrants intermédiaires établies d'après la base KLEMS qui sont publiées par le BEA ont été ventilées afin d'obtenir des estimations, par industrie, des intrants nationaux et des intrants importés compris dans chaque catégorie de coûts des intrants. Le BEA a mis au point des tableaux d'utilisation des importations en raison de l'absence de données effectives sur l'utilisation des importations par industrie. Pour chaque bien ou service utilisé par une industrie, la partie imputable aux importations a été calculée en pourcentage de la valeur totale de l'acquisition, en se référant à la part des importations dans la fourniture totale du bien ou service pour l'ensemble de l'économie<sup>17</sup>. Cette «hypothèse d'une comparabilité des importations» est courante dans les études relatives à l'impact des importations sur les intrants intermédiaires.

#### **A. Achats de services et externalisation**

22. Certaines études assimilent l'externalisation à l'achat de services et font souvent état du développement de l'externalisation comme principale cause de l'accroissement sur le long terme des achats d'intrants sous forme de services. Toutefois, comme les deux mesures ne sont pas nécessairement équivalentes, il importe de distinguer les services qui relèvent de l'externalisation des autres types de services achetés. Du fait en partie de l'absence d'accord sur le type de services qui entrent dans le champ de l'externalisation, notre précédente étude a donné de l'externalisation une définition quelque peu étroite qui comprenait les services aux entreprises, les services professionnels et les services techniques (EPT), à l'exclusion toutefois d'autres types de services achetés (Yuskavage et coll.).

23. Cette définition étroite s'appliquait aux rubriques 5112 (éditeurs de logiciels), 514 (services d'information et de traitement des données), 54 (services professionnels, scientifiques et techniques) et 561 (services administratifs et services de soutien) du SCIAN. Elle englobait également les importations de services EPT de sociétés affiliées, qui sont classées comme importations non comparables dans les comptes entrées-sorties. Le plus souvent, il s'agit de type de services que les entreprises choisissent soit de fournir dans le cadre du même établissement en utilisant leur propre personnel soit d'acquérir auprès de fournisseurs extérieurs. Quant à d'autres types de services tels que les prestations essentielles, les communications et les services financiers, il est moins probable qu'ils soient fournis dans le cadre de l'établissement pour compte propre.

---

<sup>16</sup> Les intrants intermédiaires sont évalués aux prix d'acquisition, lesquels comprennent les coûts du transport dans le pays et les marges commerciales des grossistes auxquelles s'ajoutent la taxe sur les ventes et le droit d'accise.

<sup>17</sup> Par exemple, si les importations représentent 40 % de l'offre nationale de semi-conducteurs, les estimations figurant dans le tableau d'utilisation des importations s'appuient sur l'hypothèse que les importations participent à hauteur de 40 % à la valeur des semi-conducteurs dans chaque industrie qui utilise des semi-conducteurs. La part de ces importations est d'abord calculée pour le tableau des utilisations qui sert de référence en utilisant des données très détaillées sur les produits, et elle est ensuite actualisée chaque année au même niveau de détail des produits.



24. Dans la présente note, nous adoptons une définition plus large de l'externalisation qui comprend les services EPT dont il a été question plus haut mais aussi les services d'entretien et de réparation, certains types de services de transport et d'entreposage ainsi que les services associés à la gestion des sociétés et des entreprises<sup>18</sup>. Le champ de l'externalisation est d'environ 20 % plus vaste avec cette définition au sens large qu'avec celle au sens étroit mais, par contre, l'externalisation progresse un peu plus lentement au cours de la période. D'autres types de services achetés ne sont inclus dans aucune des deux définitions car la plupart de ces autres services ne relèvent pas du même type de décisions dans l'économie actuelle, à savoir le fait de choisir entre la fourniture en interne ou l'externalisation. Le tableau 1 fournit une liste des biens et services figurant dans les entrées-sorties détaillées qui sont pris en compte dans la définition au sens large de l'externalisation.

Tableau 1

### Biens et services pris en compte dans la mesure par le BEA des services externalisés

<u>Code</u>	<u>Description des biens et services</u>
2337	Entretien et réparation de bâtiments
4840	Transport par camion
4921	Messageries
4930	Entreposage
5112	Éditeurs de logiciels
5141	Services d'information
5142	Services de traitement des données
5411	Services juridiques
5412	Services de comptabilité, de préparation des déclarations de revenus, de tenue des livres et de paie
5413	Architecture, génie et services connexes
5414	Services spécialisés de design
5415	Conception de systèmes informatiques et services connexes
5416	Services de conseils en gestion et de conseils scientifiques et techniques
5417	Services de recherche et de développement scientifiques
5418	Publicité, relations publiques et services connexes
5419	Autres services professionnels, scientifiques et techniques
5511	Gestion de sociétés et d'entreprises
5611	Services administratifs de bureaux
5612	Services de soutien d'installations
5613	Services d'emploi

<sup>18</sup> Pratiquement toute la production au titre de l'industrie relevant de la rubrique 551114 du SCIAN consiste en services auxiliaires fournis à d'autres établissements de la même société et compte pour environ 5 % dans l'externalisation. Certains excluraient ces services parce que les activités correspondent à des transferts internes et non à des opérations de marché. Ces services sont inclus dans la définition au sens large de l'externalisation car ils seraient en partie voire en totalité achetés à l'extérieur de la société s'ils n'étaient pas fournis dans le cadre des services auxiliaires.

5614	Services de soutien aux entreprises
5615	Services de préparation de voyage et de réservation
5616	Services d'enquêtes et de sécurité
5617	Services relatifs aux bâtiments et logements
5619	Autres services de soutien
8110	Réparation et entretien
8111	Réparation et entretien de véhicules automobiles
8112	Réparation et entretien de matériel électronique et de matériel de précision
8113	Réparation et entretien de machines, de matériel d'usage commercial et industriel (sauf les véhicules automobiles et le matériel électronique)
9N00 (pt.)	Autres paiements au titre de services privés à des entités étrangères affiliées

25. En utilisant cette définition au sens large, on constate que le coût des intrants externalisés comptait pour près de 12 % dans la production brute et pour 44 % environ achetés sous forme de services pour toutes les industries du secteur privé en 2007<sup>19</sup>. La part de l'externalisation dans les services achetés par l'ensemble pour toutes les industries du secteur privé a augmenté de 1997 à 2002 mais diminué après 2002. La part de l'externalisation dans la production brute était en 2007 plus élevée pour les industries productrices de services (13,1 %) que pour celles qui produisaient des biens (9,2 %). Elle était la plus élevée pour les services professionnels et services aux entreprises (18,3 %), suivis de près par les services d'information (17,7 %), et la moins élevée (2,6 %) pour le secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse.

## **B. Importations d'intrants intermédiaires**

26. Les estimations d'intrants sont calculées sur la base des tableaux non publiés des utilisations des importations établis chaque année par le BEA en fonction du nombre d'établissements par industrie (avant l'adoption des nouvelles définitions). Comme indiqué plus haut, le BEA a établi ces tableaux en s'appuyant sur l'hypothèse d'une comparabilité des importations pour chaque bien ou service importé «comparable» et en affectant les importations non comparables en provenance d'entités affiliées à des industries utilisatrices bien précises en fonction des données tirées des enquêtes du BEA sur les sociétés multinationales.

27. Les importations d'intrants intermédiaires ont augmenté passant de 553 milliards de dollars en 1997 à 1 267,2 milliards en 2007. Elles ont contribué pour 56,2 % aux importations totales des États-Unis en 2007, contre 54,3 % en 1997. Pour l'ensemble des industries du secteur privé, la part des intrants intermédiaires dans les importations est passée sur la même période de 8,3 à 10,8 %: elle a progressé de 12,0 à 17,7 % dans le cas des industries productrices de biens mais beaucoup moins, de 4,7 à 6,0 %, dans celui des industries productrices de services. Dans le secteur manufacturier, cette part est passée de 13,5 à 20,4 %, en raison principalement des cours du pétrole brut importé.

---

<sup>19</sup> Si l'on utilise la définition au sens étroit de l'étude précédente, l'externalisation comptait pour environ 37 % dans les services achetés.

28. La part de l'externalisation dans les importations peut être interprétée comme un indicateur de l'externalisation internationale. Pour l'ensemble des industries du secteur privé, les importations représentaient une proportion relativement faible à la fois des intrants achetés sous forme de services (3,5 % en 2007) et des intrants qui entraient dans le champ de l'externalisation (2,6 % en 2007). Bien que faible, la part de l'externalisation dans les importations a régulièrement augmenté, passant de 1,7 % en 1997 à 2,6 % en 2007. Elle a augmenté davantage dans les industries du secteur privé productrices de biens que dans celles qui produisaient des services. La part de l'externalisation dans les importations était la plus élevée dans le secteur des biens durables manufacturés (5,6 %) et dans celui du transport et de l'entreposage (4,5 %).

#### IV. RÉSUMÉ ET CONCLUSION

29. L'externalisation fait l'objet d'une attention considérable depuis une dizaine d'années, en raison principalement des préoccupations suscitées par ses effets sur la production et l'emploi dans les industries nationales. On s'est beaucoup inquiété de la perte potentielle d'emplois de professionnels très bien rémunérés au profit de concurrents étrangers. Les préoccupations suscitées par l'incidence sur l'emploi de l'effet de substitution des importations ne datent pas d'aujourd'hui, mais il en va différemment de celles concernant les industries et les professions. L'externalisation internationale est toutefois à considérer dans le contexte plus large de l'externalisation nationale, qui a une beaucoup plus grande ampleur et qui peut être un précurseur d'une externalisation internationale. L'externalisation nationale n'a pas les mêmes conséquences en termes de perte d'emplois que l'externalisation internationale, mais c'est une évolution importante et intéressante qui demande à être étudiée plus avant.

30. On dispose de très peu de données empiriques pour étudier et évaluer les retombées de l'externalisation nationale. Un rapport récent de la National Academy of Public Administration (NAPA) consacré à l'externalisation internationale a mis en évidence la présence de lacunes et d'insuffisances dans le système statistique fédéral, lesquelles ont contrecarré les efforts déployés pour mieux comprendre l'ampleur et l'incidence de l'externalisation internationale. Bon nombre de ces insuffisances sont propres au commerce international et tiennent à la difficulté d'obtenir des données fiables sur les transactions internationales, mais certaines concernent des données nationales et compromettent les études de l'externalisation nationale.

31. La présente note montre les résultats obtenus en associant des données publiées ou inédites tirées des comptes annuels intégrés par l'industrie établis par le BEA, lesquels peuvent donner une meilleure idée de l'externalisation nationale et de l'importation d'intrants. À cet effet, la note s'appuie sur un concept particulier de l'externalisation qui s'inscrit dans l'optique d'une évolution dans le temps du dosage des intrants utilisés par une industrie aux fins de sa production. Il est apparu que les services qui s'inscrivent dans le cadre d'une externalisation ont fortement progressé dans les secteurs à la fois des biens et des services mais que d'autres catégories de services achetés ont progressé encore plus rapidement que les services externalisés et que la proportion des importations dans les intrants intermédiaires a fortement augmenté en raison des importations de services et d'intrants matériels externalisés.

32. Il serait souhaitable d'obtenir auprès des chercheurs et par le biais des règles internationales des éclaircissements sur la façon dont les services de statistique devraient établir au niveau de l'industrie des séries chronologiques qui conviennent pour l'étude de

l'externalisation. Des orientations sont également nécessaires concernant les concepts et définitions appropriés pour mesurer l'externalisation, y compris les moyens de déterminer les activités se prêtant à une externalisation, ainsi que les questions qui ne sont pas directement abordées dans la présente note, telles que le traitement à appliquer aux actifs loués et aux services externalisés dont la valeur est capitalisée, les logiciels et la recherche-développement, par exemple. Les recommandations formulées dans le SCN révisé pour mesurer la productivité multifactorielle au niveau de l'industrie dans un cadre KLEMS est un premier pas important, mais de nouvelles orientations sont nécessaires pour améliorer directement la mesure de l'externalisation.

## V. BIBLIOGRAPHIE

Abraham, Katherine G. and S. Taylor, "Firms Use of Outside Contractors: Theory and Evidence." 1996. *Journal of Labor Economics* 14: 394-424.

Dey, Matthew, Susan Houseman, and Anne Polivka, "What Do We Know About Contracting Out in the United States?," November 2007. Presented at the Conference for Research on Income and Wealth Conference on Labor in the New Economy, Bethesda MD.

Diewert, Erwin, "Measuring Productivity in the System of National Accounts," revised November 2007. University of British Columbia Dept. of Economics Discussion Paper DP07-06, Vancouver, Canada.

Fixler, Dennis J. and Donald Siegel, "Outsourcing and Productivity Growth in Services." 1999. *Structural Change and Economic Dynamics* 10: 177-194.

National Academy of Public Administration, "Off-Shoring: How Big Is It?," October 2006. Second Report of Panel Studying Offshoring, Washington, DC.

Houseman, Susan, "Outsourcing, Offshoring, and Productivity Measurement in U.S. Manufacturing," revised April 2007. W.E. Upjohn Institute for Employment Research Staff Working Paper No. 06-130, Kalamazoo, MI.

Jorgenson, Dale W., Frank M. Gollop, and Barbara M. Fraumeni. 1987. *Productivity and U.S. Economic Growth*. Harvard University Press, Cambridge, MA.

Lawson, Ann M., Kurt S. Bersani, Mahnaz Fahim-Nader, and Jiemin Guo. 2002. "Benchmark Input-Output Accounts of the United States, 1997." *Survey of Current Business* 82 (December):19-109.

Lum, Sherlene K.S., Brian C. Moyer, and Robert E. Yuskavage. 2000. "Improved Estimates of Gross Product by Industry for 1947-98." *Survey of Current Business* 80 (June): 24-54.

Mishel, Lawrence R. 1988. *Manufacturing Numbers: How Inaccurate Statistics Conceal U.S. Industrial Decline*. Economic Policy Institute, Washington, DC.

Mohr, Michael F., "Recent and Planned Improvements in the Measurement and Deflation of Services Outputs and Inputs in BEA's Gross Product Originating Estimates." 1992. In *Output Measurement in the Service Sectors*, Zvi Griliches ed., NBER Conference for

Research in Income and Wealth Volume. University of Chicago Press, Chicago.

Moyer, Brian C., Mark A. Planting, Paul V. Kern, and Abigail Kish. 2004. "Improved Annual Industry Accounts for 1998-2003." *Survey of Current Business* 84 (June): 21-57.

Postner, Harry H., "The Contracting-Out Problem in Service Sector Analysis: Choice of Statistical Unit." 1990. *Review of Income and Wealth* 36 (June): 177-186

Rassier, Dylan G., Thomas F. Howells III, Edward T. Morgan, Nicholas R. Empey, and Conrad E. Roesch. 2007. "Integrating the 2002 Benchmark Input-Output Accounts and the 2002 Annual Industry Accounts." *Survey of Current Business* 87 (December): 14-22.

Siegel, Donald and Zvi Griliches, "Purchased Services, Outsourcing, Computers, and Productivity in Manufacturing." 1992. In *Output Measurement in the Service Sectors*, Zvi Griliches ed., NBER Conference for Research in Income and Wealth Volume. University of Chicago Press, Chicago.

Smith, George M. and Nicole Mayerhauser. 2007. "Annual Industry Accounts: Overview and Relationship to Benchmark I-O, NIPAs, and other BEA Program Areas." Presentation at the Industry Accounts Directorate Users' Conference. Washington, DC. October 26, 2007. Available on the internet at [http://www.bea.gov/industry/ind\\_conf\\_datausers2007.htm](http://www.bea.gov/industry/ind_conf_datausers2007.htm).

Stewart, Ricky L., Jessica Brede Stone, and Mary L. Streitwieser. 2007. "U.S. Benchmark Input-Output Accounts, 2002." *Survey of Current Business* 87 (October): 19-48.

Strassner, Erich H., Gabriel W. Medeiros, and George M. Smith. 2005. "Annual Industry Accounts: Introducing KLEMS Input Estimates for 1997-2003." *Survey of Current Business* 85 (September): 31-65.

Ten Raa, Thijs and Edward N. Wolff, "Outsourcing of Services and the Productivity Recovery in U.S. Manufacturing in the 1980s and 1990s." 2000. Presented at the NBER Summer Institute Session on Price, Output, and Productivity Measurement," Cambridge, MA.

Triplett, Jack E. and Barry Bosworth, Productivity in the U.S. Services Sector: New Sources of U.S. Economic Growth. 2004. Brookings Institution Press, Washington, DC.

United Nations, Commission of the European Communities, International Monetary Fund, Organisation for Economic Cooperation and Development, and World Bank, System of National Accounts. 1993. United Nations, New York.

Yuskavage, Robert E., Erich H. Strassner, and Gabriel W. Medeiros, "Outsourcing and Imported Services in BEA's Industry Accounts." 2006. Forthcoming in *International Flows of Invisibles: Trade in Services and Intangibles in the Era of Globalization*, Marshall B. Reinsdorf and Matthew B. Slaughter (eds.), NBER Conference for Research in Income and Wealth Volume. University of Chicago Press, Chicago.